

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/009062]

**25 AVRIL 2024. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 28 mars 2024
entre la Communauté germanophone et la Région wallonne portant sur l'administration électronique (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 28 mars 2024 entre la Communauté germanophone et la Région wallonne portant sur l'administration électronique.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Note

(1) *Session 2023-2024.*

Documents du Parlement wallon, 1693 (2023-2024) N°s 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 24 avril 2024.

Discussion.

Vote.

**28 MARS 2024. — Accord de coopération entre la Communauté germanophone
et la Région wallonne portant sur l'administration électronique**

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 92bis, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par les lois spéciales des 16 juillet 1993 et 6 janvier 2014 ;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 55bis, inséré par la loi du 18 juillet 1990, remplacé par la loi du 5 mai 1993 et modifié par la loi du 6 janvier 2014 ;

Considérant l'accord de coopération du 26 novembre 1998 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone ;

Considérant l'accord de coopération du 26 août 2013 entre les administrations fédérales, régionales et communautaires afin d'harmoniser et aligner les initiatives visant à réaliser un e-gouvernement intégré ;

Que l'administration électronique est définie comme l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) par les administrations afin d'améliorer les services publics et les processus démocratiques, et de renforcer le soutien des politiques publiques ;

Considérant que des services publics plus efficaces et productifs sont une nécessité dans le contexte économique actuel, en particulier pour les entreprises mais également pour les autres usagers : des démarches et des services simplifiés déchargent les usagers de toute une série de modalités improductives et de lourdeurs administratives qui pèsent sur leur activité et qui les pénalisent dans leur action ;

Qu'enfin, la simplification et principalement la dématérialisation des démarches au bénéfice de l'utilisateur s'impose comme une opportunité car elle fournit aux administrations une occasion de repenser leurs modes opératoires en assurant leurs missions en phase avec les besoins réels des usagers ;

Considérant que l'objectif prioritaire est de parvenir à réduire les charges administratives pour l'utilisateur, tout en veillant à éviter le transfert de ces charges vers l'administration ;

Considérant que les actions menées en matière d'administration électronique dépassent les délimitations institutionnelles imposées par la structure fédérale belge ;

Que dans ce cadre, depuis 2008, un article 13^{ter} relatif à la coopération en matière de gouvernement électronique et de simplification administrative a été ajouté dans l'accord de coopération du 26 novembre 1998 ;

Que depuis lors, les administrations respectives compétentes en la matière ont collaboré sur de nombreux projets et initiatives ;

Considérant que les développements de la Région wallonne en matière de guichet électronique et de catalogue des démarches sont de nature à renforcer l'adéquation entre les services des administrations et les attentes de la société ; c'est ainsi que par exemple la Communauté germanophone utilise les outils de la Région wallonne pour proposer ses propres démarches à ses usagers ;

Qu'il est intéressant de renforcer les synergies entre les deux entités et de mutualiser les actions menées par chacune d'elles et visant des objectifs similaires afin d'en assurer la cohérence et la complémentarité ;

Considérant que tout ce qui précède plaide en faveur d'une coopération accrue des acteurs de l'administration électronique de la Région wallonne et de la Communauté germanophone et qu'il est dès lors hautement souhaitable qu'un accord encadre la coopération entre les deux entités dans le cadre de ces matières ;

Vu la décision du Gouvernement de la Communauté germanophone du 28 mars 2024 ;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 28 mars 2024,

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président ;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président et de la Ministre de la Simplification administrative ;

Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Coopération en matière d'administration électronique*

Article 1^{er}. Le présent accord encadre la mise en place de la coopération en matière d'administration électronique entre les deux parties dans le respect de leurs compétences respectives.

Art. 2. § 1^{er}. La Région wallonne met à disposition de la Communauté germanophone, sur demande de celle-ci, des outils et applications qu'elle développe pour ses propres besoins en matière d'administration électronique. Ces outils et applications ont pour objet de gérer de manière centralisée les informations relatives aux démarches administratives et d'offrir aux usagers des services digitaux sur une plateforme sécurisée.

Le Gouvernement wallon, après avis du Gouvernement germanophone, fixe la liste des applications et outils visés au § 1^{er}.

§ 2. La Communauté germanophone peut demander des évolutions des applications et outils mis à sa disposition qui sont spécifiques à son contexte ou ses besoins.

Ces demandes d'évolution doivent être compatibles avec la stratégie de la Région wallonne concernant ces outils. Chaque demande est analysée et validée conformément à l'article 7.

§ 3. La Communauté germanophone veille au respect des règles d'utilisation des outils et applications mis à sa disposition. Ces règles sont spécifiées dans des conventions distinctes, à signer par les deux parties.

Lors de toute utilisation des outils et applications précités de la Région wallonne par la Communauté germanophone pour son propre compte, celle-ci doit mentionner la Région wallonne comme en étant l'auteur.

Art. 3. La Communauté germanophone assure le financement d'un équivalent temps plein (ETP) au profit de l'administration wallonne désignée conformément à l'article 7, § 1^{er}, qui sera chargé d'assurer la gestion des demandes et des projets qui lui sont spécifiques. Les modalités seront arrêtées dans une convention établie entre les administrations wallonne et germanophone compétentes.

CHAPITRE 2. — *Financement de l'initiative commune*

Art. 4. La Région wallonne prend en charge le financement des développements génériques et de la maintenance des outils et applications développés par elle en matière d'administration électronique qui sont mis à disposition de la Communauté germanophone. Par développement générique, on entend tout développement qui correspond à un besoin de la Région wallonne.

Art. 5. La Communauté germanophone commande directement auprès du prestataire et finance les développements spécifiques des outils et applications de la Région wallonne pour l'administration électronique mis à sa disposition, tels que visés à l'article 2, § 2, ainsi que leur maintenance. Par développement spécifique, on entend un développement qui vise à répondre à un besoin de la Communauté germanophone, particulier à son contexte, et qui ne répond pas à un besoin de la Région wallonne.

Par prestataire, il faut entendre chaque adjudicataire sélectionné conformément à la réglementation sur les marchés publics par la Région wallonne pour le développement de ses outils et applications.

Art. 6. La Communauté germanophone prend en charge les traductions en allemand des applications et outils mis à disposition par la Région wallonne pour l'administration électronique. Ces traductions sont également utilisées par la Région wallonne.

CHAPITRE 3. — *Gouvernance*

Art. 7. § 1^{er}. Chaque gouvernement désigne le service au sein de son administration en charge de l'exécution du présent accord. Les services désignés organisent conjointement le pilotage opérationnel de l'accord, notamment au travers de réunions de coordination organisées au minimum deux fois par an.

L'administration de la Communauté germanophone est représentée dans les organes en charge de la priorisation des besoins d'évolution des applications et outils mis à disposition sur base du présent accord.

§ 2. L'administration de la Communauté germanophone communique à l'administration de la Région Wallonne les besoins en évolution des applications et outils mis à sa disposition. Ces besoins en évolution peuvent être identiques ou similaires à des besoins exprimés par les services de l'administration wallonne, ou spécifiques au contexte et la situation de la Communauté germanophone. Les demandes sont priorisées par les organes mentionnés au paragraphe précédent, selon les mêmes règles que celles applicables aux demandes des autres administrations partenaire. Seuls les besoins spécifiques jugés compatibles par l'administration wallonne avec la stratégie de la Région wallonne relative à ces outils et applications sont retenus.

Art. 8. L'administration de la Région wallonne, après avis de la Communauté Germanophone, établit un rapport sur les activités réalisées l'année précédente et sur les projets en cours. Chaque service désigné pour l'exécution du présent accord transmet le rapport à son/ses Ministre(s) fonctionnellement compétents au plus tard le 31 janvier de chaque année.

CHAPITRE 4. — Centrales d'achat et marchés publics

Art. 9. La Communauté germanophone peut adhérer en tant que pouvoir adjudicateur bénéficiaire aux centrales d'achats constituées par le Secrétariat général du Service public de Wallonie.

CHAPITRE 5. — Dispositions finales

Art. 10. Il est institué un comité d'accompagnement chargé de garantir la bonne exécution du présent accord de coopération et, le cas échéant, de résoudre les problèmes pratiques ou autres.

Ce comité se réunit au minimum une fois par an ou soit à la demande de l'un de ses membres dans les 30 jours, afin d'évaluer la coopération mise en place par le présent accord et de faire de propositions d'amélioration.

Les Gouvernements désignent respectivement les membre du comité d'accompagnement qui les représentent.

Art. 11. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du mois qui suit le dernier acte d'assentiment au présent accord de coopération.

Fait à Eupen, le 28 mars 2024, en deux exemplaires originaux en français et en allemand.

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président, Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances

O. PAASCH

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DEBUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/009062]

25. APRIL 2024 — Dekret zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen vom 28. März 2024 zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Wallonischen Region über die elektronische Verwaltung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Einziger Artikel - Das Zusammenarbeitsabkommen vom 28. März 2024 zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Wallonischen Region über die elektronische Verwaltung wird gebilligt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 25. April 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2023-2024.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1693 (2023-2024) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 24. April 2024.

Diskussion.

Abstimmung.

28. MÄRZ 2024 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Wallonischen Region über die elektronische Verwaltung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 92*bis*, eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch die Sondergesetze vom 16. Juli 1993 und 6. Januar 2014;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 zur Reform der Institutionen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 55*bis*, eingefügt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990, ersetzt durch das Gesetz vom 5. Mai 1993 und abgeändert durch das Gesetz vom 6. Januar 2014;

In Erwägung des Zusammenarbeitsabkommens vom 26. November 1998 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

In Erwägung des Zusammenarbeitsabkommens vom 26. August 2013 zwischen den föderalen, regionalen und gemeinschaftlichen Verwaltungen zur Harmonisierung und Angleichung der Initiativen zur Verwirklichung eines integrierten E-Governments;

Dass die elektronische Verwaltung als der Einsatz von Informations- und Kommunikationstechnologien (IKT) durch die Verwaltung definiert ist, um öffentliche Dienstleistungen und demokratische Prozesse zu verbessern und die Unterstützung der öffentlichen Politik zu stärken;

In Erwägung, dass effizientere und produktivere öffentliche Dienstleistungen im derzeitigen wirtschaftlichen Kontext eine Notwendigkeit darstellen, insbesondere für Unternehmen, aber auch für andere Nutzer: Vereinfachte Verwaltungsschritte und Dienstleistungen entlasten die Nutzer von einer Reihe unproduktiver Richtlinien und umständlicher Verwaltungsabläufe, die ihre Tätigkeit erschweren und sie in ihrem Handeln beeinträchtigen;

Dass die Vereinfachung und vor allem die Digitalisierung der Verwaltungsschritte zum Vorteil der Nutzer eine Chance darstellt, da sie den Verwaltungen die Möglichkeit bietet, ihre Arbeitsweisen zu überdenken und ihre Aufgaben im Einklang mit den tatsächlichen Bedürfnissen der Nutzer zu erfüllen;

In Erwägung, dass das vorrangige Ziel darin besteht, die allgemeinen Verwaltungskosten für den Nutzer zu reduzieren und gleichzeitig darauf zu achten, dass diese Kosten nicht auf die Verwaltung übertragen werden;

In Erwägung, dass die Maßnahmen im Bereich der elektronischen Verwaltung über die institutionellen Grenzen hinausgehen, die durch die föderale Struktur Belgiens vorgegeben sind;

Dass in diesem Rahmen seit 2008 ein Artikel 13*ter* über die Zusammenarbeit im Bereich des E-Government und der Vereinfachung der Verwaltungsverfahren in das Zusammenarbeitsabkommen vom 26. November 1998 aufgenommen wurde;

Dass seitdem die jeweiligen zuständigen Verwaltungen, die für diesen Bereich zuständig sind, bei zahlreichen Projekten und Initiativen zusammengearbeitet haben;

In Erwägung, dass die Entwicklungen der Wallonischen Region im Bereich des Onlineschalters und des elektronischen Katalogs der Verfahren geeignet sind, die Abstimmung zwischen den Dienstleistungen der Verwaltungen und den Erwartungen der Gesellschaft zu verbessern; so nutzt zum Beispiel die Deutschsprachige Gemeinschaft die Instrumente der Wallonischen Region, um ihren Nutzern ihre eigenen Verwaltungsschritte anzubieten;

Dass es von Interesse ist, die Synergien zwischen den beiden Einheiten zu verstärken und die von jeder Einheit durchgeführten Maßnahmen, die ähnliche Ziele verfolgen, zusammenzulegen, um ihre Kohärenz und Komplementarität zu gewährleisten;

In Erwägung, dass alle vorstehenden Ausführungen für eine verstärkte Zusammenarbeit zwischen den Akteuren der elektronischen Verwaltung der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft sprechen und dass es daher äußerst wünschenswert ist, dass ein Abkommen die Zusammenarbeit zwischen den beiden Einheiten in diesen Bereichen regelt;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 28. März 2024;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2024;

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in Person ihres Ministerpräsidenten;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung in Person ihres Ministerpräsidenten und der Ministerin für Administrative Vereinfachung,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

KAPITEL 1 — Zusammenarbeit im Bereich der elektronischen Verwaltung

Artikel 1 - Das vorliegende Abkommen bildet den Rahmen für den Aufbau einer Zusammenarbeit im Bereich der elektronischen Verwaltung zwischen den beiden Parteien unter Berücksichtigung ihrer jeweiligen Zuständigkeiten.

Art. 2 - § 1 Die Wallonische Region stellt der Deutschsprachigen Gemeinschaft auf deren Antrag Tools und Apps zur Verfügung, die sie für ihren eigenen Bedarf im Bereich der elektronischen Verwaltung entwickelt. Diese Tools und Apps haben zum Ziel, die Informationen über Verwaltungsschritte zentral zu verwalten und den Nutzern digitale Dienstleistungen auf einer gesicherten Plattform anzubieten.

Die Wallonische Regierung legt nach Stellungnahme der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft die Liste der in § 1 genannten Apps und Tools fest.

§ 2. Die Deutschsprachige Gemeinschaft kann Weiterentwicklungen der ihr zur Verfügung gestellten Apps und Tools beantragen, die für ihren Kontext oder ihren Bedarf spezifisch sind.

Diese Anträge zur Weiterentwicklung müssen mit der Strategie der Wallonischen Region in Bezug auf diese Tools vereinbar sein. Jeder Antrag wird gemäß Artikel 7 geprüft und genehmigt.

§ 3. § 3. Die Deutschsprachige Gemeinschaft achtet auf die Einhaltung der Regeln für die Nutzung der ihr zur Verfügung gestellten Tools und Apps. Diese Regeln werden in separaten Vereinbarungen einzeln aufgeführt und sind von beiden Parteien zu unterzeichnen.

Bei jeder Nutzung der oben genannten Tools und Apps der Wallonischen Region durch die Deutschsprachige Gemeinschaft im eigenen Namen, muss diese die Wallonische Region als Urheberin nennen.

Art. 3 - Die Deutschsprachige Gemeinschaft stellt die Finanzierung eines Vollzeitäquivalents (VZÄ) zugunsten der gemäß Artikel 7 § 1 benannten wallonischen Verwaltung sicher, welches sich um die Verwaltung der spezifischen Anträge und Projekte kümmern wird. Die Modalitäten werden in einer Vereinbarung zwischen den zuständigen wallonischen und deutschsprachigen Verwaltungen festgelegt.

KAPITEL 2 — *Finanzierung der Gemeinsamen Initiative*

Art. 4 - Die Wallonische Region übernimmt die Finanzierung der allgemeinen Entwicklungen und der Wartung der von ihr entwickelten Tools und Apps im Bereich der elektronischen Verwaltung, die der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Verfügung gestellt werden. Unter allgemeiner Entwicklung ist jede Entwicklung zu verstehen, die einem Bedürfnis der Wallonischen Region entspricht.

Art. 5 - Die Deutschsprachige Gemeinschaft bestellt direkt beim Dienstleister und finanziert die spezifischen Entwicklungen der Tools und Apps der Wallonischen Region für die elektronische Verwaltung, die ihr zur Verfügung gestellt werden, wie in Artikel 2 § 2 genannt, sowie deren Wartung. Unter spezifischer Entwicklung ist eine Entwicklung zu verstehen, die darauf abzielt, einen Bedarf der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu decken, der für ihren Kontext spezifisch ist, und der nicht einem Bedarf der Wallonischen Region entspricht.

Unter Dienstleister versteht man jeden Auftragnehmer, der gemäß der Gesetzgebung über die öffentlichen Aufträge von der Wallonischen Region für die Entwicklung ihrer Tools und Apps ausgewählt wurde.

Art. 6 - Die Deutschsprachige Gemeinschaft übernimmt die Übersetzungen der von der Wallonischen Region für die elektronische Verwaltung zur Verfügung gestellten Apps und Tools ins Deutsche. Diese Übersetzungen werden auch von der Wallonischen Region verwendet.

KAPITEL 3 — *Governance*

Art. 7 - § 1 Jede Regierung benennt die Dienststelle innerhalb ihrer Verwaltung, die mit der Durchführung dieses Abkommens betraut ist. Die benannten Dienststellen organisieren gemeinsam die operative Steuerung des Abkommens, insbesondere durch Koordinationssitzungen, die mindestens zweimal jährlich stattfinden.

Die Verwaltung der Deutschsprachigen Gemeinschaft ist in den Organen vertreten, die für die Priorisierung des Entwicklungsbedarfs für die Apps und Tools zuständig sind, die auf der Grundlage dieser Vereinbarung zur Verfügung gestellt werden.

§ 2. Die Verwaltung der Deutschsprachigen Gemeinschaft teilt der Verwaltungsbehörde der Wallonischen Region den Entwicklungsbedarf der Apps und Tools mit, die ihr zur Verfügung gestellt wurden. Dieser Entwicklungsbedarf kann mit dem von den Dienststellen der wallonischen Verwaltung geäußerten Bedarf vollständig oder teilweise übereinstimmen oder spezifisch auf den Kontext und die Situation der Deutschsprachigen Gemeinschaft zugeschnitten sein. Den Anträgen wird von den im vorherigen Absatz genannten Stellen nach denselben Regeln Priorität eingeräumt, die auch für die Anträge der anderen Partnerverwaltungen gelten. Ein spezifischer Bedarf wird nur dann berücksichtigt, wenn er von der wallonischen Verwaltung als mit der Strategie der Wallonischen Region in Bezug auf diese Tools und Apps als vereinbar angesehen wird.

Art. 8 - Die Verwaltung der Wallonischen Region erstellt nach Stellungnahme der Deutschsprachigen Gemeinschaft einen Bericht über die im Vorjahr durchgeführten Vorgänge und über die laufenden Projekte. Jede für die Durchführung dieser Vereinbarung benannte Dienststelle übermittelt den Bericht spätestens am 31. Januar eines jeden Jahres an ihren/ihre fachlich zuständigen Minister.

KAPITEL 4 — *Zentrale Beschaffungs-Stellen und Öffentliche Aufträge*

Art. 9 - Die Deutschsprachige Gemeinschaft kann der vom Generalsekretariat des Öffentlichen Dienstes der Wallonie eingerichteten zentralen Beschaffungsstelle als begünstigter Auftraggeber beitreten.

KAPITEL 5 — *Schlussbestimmungen*

Art. 10 - Es wird ein Begleitausschuss eingesetzt, der die ordnungsgemäße Durchführung dieses Zusammenarbeitsabkommens gewährleisten und gegebenenfalls praktische oder anderweitige Probleme lösen soll.

Dieser Ausschuss tritt mindestens einmal im Jahr oder auf Antrag eines seiner Mitglieder innerhalb von 30 Tagen zusammen, um die durch dieses Abkommen eingeführte Zusammenarbeit zu bewerten und Verbesserungsvorschläge zu machen.

Die Regierungen ernennen jeweils die Mitglieder des Begleitausschusses, die sie vertreten.

Art. 11 - Diese Vereinbarung tritt am ersten Tag des Monats in Kraft, der auf den letzten Billigungsakt zu diesem Zusammenarbeitsabkommen folgt.

Ausgefertigt in Eupen, am 28. März 2024 in zwei Originalexemplaren in Französisch und in Deutsch.

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für Lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Für die Wallonische Region:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DEBUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/009062]

25 APRIL 2024. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 28 maart 2024 tussen de Duitstalige Gemeenschap en het Waals Gewest met betrekking tot de elektronische administratie (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Enig artikel. Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 28 maart 2024 tussen de Duitstalige Gemeenschap en het Waals Gewest met betrekking tot de elektronische administratie.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2023-2024.*

Stukken van het Waalse Parlement 1693 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.

28 MAART 2024. — Samenwerkingsakkoord tussen de Duitstalige Gemeenschap en het Waals Gewest met betrekking tot de elektronische administratie

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 92*bis*, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wetten van 16 juli 1993 en 6 januari 2014;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 55*bis*, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1990, vervangen bij de wet van 5 mei 1993 en gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap van 26 november 1998;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 26 augustus 2013 tussen de federale, gewestelijke en gemeenschappelijke overheden teneinde de initiatieven te harmoniseren en te uitlijnen om een geïntegreerd e-government te verwezenlijken;

Dat de elektronische administratie omschreven wordt als het aanwenden van de Informatie- en Communicatietechnologieën (TIC) door de besturen ter verbetering van de openbare diensten en de democratische processen en ter versterking van de ondersteuning van de openbare beleidslijnen;

Overwegende dat vereenvoudige stappen en diensten de gebruikers een hele reeks improductieve modaliteiten en administratieve rompslomp besparen, die hun activiteit belemmeren en ze in hun actie benadelen

Dat de vereenvoudiging van de stappen voor de gebruiker zich tot slot als een opportuniteit opdringt daar ze de besturen de kans biedt om hun handelswijze opnieuw uit te denken waarbij ze hun opdrachten in overeenstemming met de werkelijke behoeften van de gebruikers vervullen;

Overwegende dat de prioritaire doelstelling erin bestaat de administratieve lasten voor de gebruiker te verminderen, waarbij zoveel mogelijk voorkomen moet worden dat die lasten aan de administratie overgedragen worden;

Overwegende dat de acties die inzake elektronische administratie gevoerd worden de door de Belgische federale structuur opgelegde institutionele afbakeningen overschrijden;

Dat in dit verband, sinds 2008, een artikel 13*ter* betreffende de samenwerking inzake e-overheid en administratieve vereenvoudiging aan het samenwerkingsakkoord van 26 november 1998 is toegevoegd;

Dat de respectieve administraties die ter zake verantwoordelijk zijn, sindsdien aan meerdere projecten en initiatieven hebben samengewerkt;

Overwegende dat de ontwikkelingen van het Waals Gewest op het gebied van elektronische loketten en stappengids de afstemming tussen de overheidsdiensten en de verwachtingen van de samenleving waarschijnlijk zullen versterken; de Duitstalige Gemeenschap gebruikt bijvoorbeeld de instrumenten van het Waals Gewest om haar eigen procedures aan haar gebruikers aan te bieden;

Dat het nuttig zou zijn om de synergieën tussen de twee entiteiten te versterken en de door elk van hen uitgevoerde acties met vergelijkbare doelstellingen te bundelen om de samenhang en complementariteit te waarborgen;

Overwegende dat alles wat voorafgaat pleit voor een versterkte samenwerking tussen de actoren van de administratieve vereenvoudiging van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap en dat het dan ook uitermate wenselijk is dat de samenwerking tussen beide entiteiten in het kader van deze materies het voorwerp uitmaakt van een overeenkomst;

Gelet op de beslissing van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 28 maart 2024;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 28 maart 2024,

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van zijn Minister-President en van de Minister van Administratieve vereenvoudiging,

Zijn overeengekomen wat hierna volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Samenwerking inzake e-overheid*

Artikel 1. Deze overeenkomst bepaalt de samenwerking inzake elektronische administratie tussen de twee partijen in overeenstemming met hun respectieve bevoegdheden.

Art. 2. § 1. Het Waals Gewest stelt ter beschikking van de Duitstalige Gemeenschap, op verzoek van deze laatste, instrumenten en toepassingen die het ontwikkelt voor eigen behoeften inzake elektronische administratie. Het doel van deze instrumenten en toepassingen is een gecentraliseerd beheer van informatie met betrekking tot administratieve procedures en de gebruikers digitale diensten aan te bieden op een veilig platform.

De Waalse Regering stelt, na advies van de Duitstalige Regering, de lijst vast van de toepassingen en instrumenten bedoeld in § 1.

§ 2. De Duitstalige Gemeenschap kan verzoeken om ontwikkelingen van toepassingen en instrumenten die haar ter beschikking worden gesteld en die specifiek zijn voor haar context of behoeften.

Deze verzoeken om ontwikkelingen moeten verenigbaar zijn met de strategie van het Waals Gewest voor deze instrumenten. Elk verzoek wordt overeenkomst artikel 7 onderzocht en goedgekeurd.

§ 3. De Duitstalige Gemeenschap ziet toe op de naleving van de regels voor het gebruik van de instrumenten en toepassingen die haar ter beschikking worden gesteld. Deze regels worden gespecificeerd in afzonderlijke overeenkomsten die door beide partijen moeten worden ondertekend.

Telkens wanneer de Duitstalige Gemeenschap de voornoemde instrumenten en toepassingen van het Waals Gewest voor eigen rekening gebruikt, moet ze het Waals Gewest als auteur vermelden.

Art. 3. De Duitstalige Gemeenschap voorziet in de financiering van één voltijds equivalent (VTE) voor de Waalse administratie, aangeduid overeenkomstig artikel 7, § 1, die verantwoordelijk zal zijn voor het beheer van haar specifieke aanvragen en projecten. De modaliteiten worden vastgelegd in een overeenkomst tussen de betrokken Waalse en Duitstalige administraties.

HOOFDSTUK 2. — *Financiering van het gezamenlijk initiatief*

Art. 4. Het Waals Gewest staat in voor de financiering van de generieke ontwikkelingen en het onderhoud van de door hem ontwikkelde instrumenten en toepassingen op het gebied van elektronische administratie en die ter beschikking worden gesteld van de Duitstalige Gemeenschap. Onder generieke ontwikkeling wordt verstaan elke ontwikkeling die beantwoordt aan een behoefte in het Waalse Gewest.

Art. 5. De Duitstalige Gemeenschap bestelt rechtstreeks bij de dienstverlener en voorziet in de financiering van de specifieke ontwikkelingen van de instrumenten en toepassingen van het Waals Gewest voor de elektronische administratie die haar ter beschikking worden gesteld, zoals bedoeld in artikel 2, § 2, evenals het onderhoud ervan. Onder specifieke ontwikkeling wordt verstaan een ontwikkeling die tot doel heeft te voldoen aan een behoefte van de Duitstalige Gemeenschap die specifiek is voor haar context en die niet voldoet aan een behoefte van het Waals Gewest.

Onder dienstverlener wordt verstaan elke aannemer die door het Waals Gewest in overeenstemming met de regelgeving inzake overheidsopdrachten wordt geselecteerd voor de ontwikkeling van zijn instrumenten en toepassingen.

Art. 6. De Duitstalige Gemeenschap is verantwoordelijk voor de vertaling in het Duits van de toepassingen en instrumenten die door het Waals Gewest ter beschikking worden gesteld voor elektronische administratie. Deze vertalingen worden ook gebruikt door het Waals Gewest.

HOOFDSTUK 3. — *Bestuur*

Art. 7. § 1. Elke regering wijst de afdeling binnen haar administratie aan die verantwoordelijk is voor de uitvoering van deze overeenkomst. De aangewezen diensten organiseren gezamenlijk het operationele bestuur van de overeenkomst, met name door middel van coördinatievergaderingen die minstens twee keer per jaar worden georganiseerd.

De administratie van de Duitstalige Gemeenschap is vertegenwoordigd in de organen die belast zijn met de prioritering van de ontwikkelingsbehoeften van de toepassingen en instrumenten die op basis van deze overeenkomst ter beschikking worden gesteld.

§ 2. De administratie van de Duitstalige Gemeenschap deelt aan de administratie van het Waals Gewest de ontwikkelingsbehoeften mee van de toepassingen en instrumenten die haar ter beschikking worden gesteld. Deze ontwikkelingsbehoeften kunnen identiek of gelijkwaardig zijn aan behoeften uitgedrukt door de diensten van de Waalse administratie, of specifiek zijn voor de context en de situatie van de Duitstalige Gemeenschap. Verzoeken worden door de in de vorige paragraaf genoemde organen geprioriteerd volgens dezelfde regels als die welke gelden voor verzoeken van andere deelnemende administraties. Er wordt alleen rekening gehouden met de specifieke behoeften die door de Waalse administratie als verenigbaar worden beschouwd met de strategie van het Waals Gewest met betrekking tot deze instrumenten en toepassingen.

Art. 8. De administratie van het Waals Gewest stelt, na advies van de Duitstalige Gemeenschap, een verslag op over de activiteiten van het voorbije jaar en de lopende projecten. Elke dienst die is aangewezen om deze overeenkomst uit te voeren, maakt het verslag uiterlijk op 31 januari van elk jaar over aan de functioneel bevoegde Minister(s).

HOOFDSTUK 4. — Aankoopcentrales en overheidsopdrachten

Art. 9. De Duitstalige Gemeenschap kan zich als begunstigde aanbestedende overheid aansluiten bij de aankoopcentrales die zijn opgericht door het Secretariaat-generaal van de Waalse Overheidsdienst.

HOOFDSTUK 5. — Slotbepalingen

Art. 10. Er wordt een begeleidingscomité opgericht om de goede uitvoering van deze samenwerkingsovereenkomst te verzekeren en, in voorkomend geval, praktische of andere problemen op te lossen.

Dit comité komt minstens één keer per jaar of op verzoek van een van zijn leden binnen de 30 dagen bijeen om de door deze overeenkomst tot stand gebrachte samenwerking te evalueren en voorstellen tot verbetering te doen.

De Regeringen wijzen respectievelijk de leden van het ondersteuningscomité aan die hen vertegenwoordigen.

Art. 11. Deze samenwerkingsovereenkomst treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op de laatste instemmingsakte met deze samenwerkingsovereenkomst.

Gedaan te Eupen, 28 maart 2024, in twee originele exemplaren in het Frans en in het Duits.

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President, Minister van Lokale Besturen en Financiën,
O. PAASCH

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DEBUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/008986]

29 AOUT 2024. — Arrêté ministériel autorisant, pour cause d'utilité publique, l'expropriation de parcelles situées dans le quartier Ma Campagne, aux lieux-dits « Dessus Hennen » et « Derrière le Temple » à 4600 Visé

Par arrêté du 29 août 2024, la société de logements de service public La Régionale Visétoise d'Habitations est autorisée, pour cause d'utilité publique, à procéder :

- À l'expropriation, pour y créer des logements d'utilité publique, de parcelles situées dans le quartier Ma Campagne, aux lieux-dits « Dessus Hennen » et « Derrière le Temple » à Visé, soit douze parcelles de terrain, cadastrées VISE/DIV1/C numéros 528, 529, 530C, 531A, 531B, 531C, 532, 533, 574E, 574F, 575H et 591A, pour une contenance de 6 hectares 35 ares et 5 centiares, reprises en emprises n° 1 à 12 au tableau des emprises;

En conséquence, la procédure d'expropriation des biens précités sera poursuivie conformément aux dispositions du décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation.

Le présent arrêté est publié dans son intégralité durant trente jours sur le site internet de la Commune de Visé s'il existe ou, à défaut, aux endroits habituels d'affichage.

Le plan d'expropriation peut être consulté auprès de l'Administration située Rue des Récollets 1 à 4600 Visé ou auprès de la société de logements de service public La Régionale Visétoise d'Habitations dont le siège est situé à La Champonnière 22 à 4600 Visé.

Tableau des emprises
Commune de VISE, 1^{ère} division

N° emprise	INDICATIONS CADASTRALES						Contenance à acquérir en cas d'expropriation judiciaire			
	Section	Parcelle n°	Nature	Contenance (m ²)			PROPRIETAIRES	Pleine-propriété (m ²)		
				ha	a	ca		ha	a	ca
1	C	575h	Terrain	1 ha	22 a	52 ca	CPAS de Limbourg	1 ha	22 a	52 ca
2	C	591a	Terrain	1 ha	75 a	70 ca	CPAS de Limbourg	1 ha	75 a	70 ca
3	C	528	Terrain	1 ha	72 a	00 ca	CPAS de Limbourg	1 ha	72 a	00 ca
4	C	529	Terrain	0 ha	66 a	00 ca	CPAS de Limbourg	0 ha	66 a	00 ca
5	C	530c	Terrain	0 ha	53 a	90 ca	CPAS de Limbourg	0 ha	53 a	90 ca